Contexte

**FR**

Le 1er mars 2017, la Commission européenne a publié un livre blanc sur «l’avenir de l’Europe, réflexions et scénarios pour l’UE-27 à l’horizon 2025», qui décrit cinq scénarios possibles concernant l’avenir de l’Union européenne. La Commission a demandé au CESE d’élaborer un avis exploratoire sur ce livre blanc. Le CESE a désigné un groupe ad hoc pour travailler sur cet avis qui devrait être achevé dans les prochains mois. Il a en outre été décidé de lancer des débats publics dans tous les États membres, en vue de consulter les organisations de la société civile au niveau local, et de transmettre les informations résultant de ces consultations au groupe ad hoc, de façon qu’elles puissent être utilisées pour l’avis à venir.

Par la suite, un débat public a eu lieu à la «Maison de l’Europe» à Nicosie, à Chypre, le 19 mai, lequel a réuni de nombreux représentants des organisations de la société civile, y compris des représentants des organisations de jeunesse. Le débat a été coprésidé par M. Mavrommatis (membre du groupe I du CESE), M. Antoniou (membre du groupe I du CESE), M. Pavlikkas, (membre groupe II du CESE) et M. Epistithiou (membre du groupe II du CESE). Les membres du CESE ont fait une introduction rappelant le sens du livre blanc, le rôle du CESE et les objectifs de ce débat public. Au cours de la discussion animée qui a suivi, un certain nombre de sujets de préoccupation ont été mis en lumière et certains scénarios ont été retenus. Ce rapport va tout d’abord rappeler les points problématiques que les participants (I) ont soulevés pour ensuite présenter les scénarios qu’ils ont sélectionnés (II) et les conclusions des membres du CESE (III).

1. **Sujets de préoccupation**

# **Différence entre les déclarations politiques de l’UE et la réalité en ce qui concerne les droits du travail**

Les participants ont insisté sur le fait que nous avons besoin d’une orientation différente en Europe. Les réductions de salaires ne conduisent pas à un accroissement de la compétitivité étant avéré qu’au contraire, à Chypre, elle a baissé à la suite de ces diminutions. L’importance pour tous les États membres d’être sur un pied d’égalité en ce qui concerne la croissance et la compétitivité, ainsi que de la poursuite de l’unification des marchés du travail a été soulignée par un représentant du ministère du travail et de la sécurité sociale. Le représentant de la Fédération panchypriote des travailleurs a fait valoir que malgré le caractère généralement prometteur des propositions du président Juncker, celles-ci elles n’ont pas été suivies d’effets dans la réalité et il donne l’exemple de la stratégie Europe 2020 qui n’a pas réussi à atteindre ses objectifs. L’approche néolibérale du livre blanc a également été critiquée et de fait, aucun de ces scénarios n’a abordé la nécessité d’une meilleure qualité de vie, d’une réglementation des conditions de travail, d’une amélioration des normes du travail et d’une garantie de droits à pension décent.

# **Déficit démocratique dans l’Union européenne**

Certains participants ont vu dans le livre blanc comme un constat d’échec et ont dressé une liste de domaines thématiques où les citoyens se sentent coupés de l’Union, en mentionnant l’absence de dialogue social en ce qui concerne les droits des travailleurs, le secret qui entoure la prise de décision dans l’UE, en particulier lorsqu’il s’agit des questions budgétaires par pays, la transparence et la participation des citoyens au processus décisionnel. Plus concrètement, un représentant de la Fédération panchypriote des travailleurs a expliqué que souvent les citoyens européens votent «non» à des référendums concernant l’UE, comme au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, car ils ont l’impression de ne pas participer pas effectivement à la politique de l’UE. En outre, un représentant de l’Organisation démocratique unie de la jeunesse a déclaré que la Commission européenne monopolise les initiatives législatives tandis que les citoyens se heurtent à des obstacles administratifs. Un représentant de l’organisation de jeunesse étudiante «Protoporia» souligne la nécessité d’une plus grande transparence en ce qui concerne l’administration des fonds.

# **L’UE traite d’un trop grand nombre de sujets sans pouvoir atteindre le point d’achèvement**

Des représentants de la Chambre de commerce et d’industrie chypriote, de la Fédération des employeurs et des industriels, de l’Organisation des agriculteurs «Panagrotikos» et de l’Organisation de la jeunesse de Chypre, ont préconisé que l’UE donne la priorité à un nombre limité de sujets et concentre ses travaux dans ces domaines pour plus d’efficacité. La tendance à aborder autant de sujets empêche l’Union européenne de produire des résultats tangibles, par exemple dans le domaine du marché intérieur, et devrait par conséquent être évitée, du moins à l’heure actuelle.

# **La nécessité d’une Europe plus sociale et de moins d’austérité**

Le représentant de la Fédération panchypriote des travailleurs a mentionné le chômage des jeunes et la dimension sociale des politiques d’austérité, comme en témoignent deux exemples dans lesquels la dimension sociale a été négligée en Europe. Par ailleurs, le représentant de la Confédération des travailleurs de Chypre a critiqué les ponctions sur l’épargne à titre de mesure punitive de l’UE et souligné que l’Union devrait plutôt mettre un terme aux mesures d’austérité et investir dans la croissance et la productivité au lieu de sanctionner les États membres. Le représentant de la Fédération des employeurs et des industriels a ajouté que l’économie et les politiques sociales sont interdépendantes.

# **La nécessité de garantir l’égalité entre les hommes et les femmes**

Le représentant du Centre de recherche sur l’égalité des genres de Chypre souligne que le livre blanc ne traite pas suffisamment du manque d’égalité entre les femmes et les hommes, en particulier dans le secteur des entreprises.

# **La nécessité d’un renforcement de la solidarité, de la collectivité et de l’unité en Europe**

Un représentante de l’Organisation des jeunes scientifiques a fait valoir que bien que l’Europe soit confrontée à de nombreux problèmes, elle a toujours réussi à rétablir la paix et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens. Les décisions sont adoptées au niveau de l’Union européenne et, très souvent, elles ne sont pas bien mises en œuvre au niveau national ou local. La clé pour changer cette pratique est la solidarité, le sens du collectif et un sentiment d’unité, qui amèneront les gens à penser et agir ensemble, en tant qu’Européens. «Nous ne sommes pas Chypriotes, nous sommes Européens», a-t-elle souligné. Le représentant de la Fédération des employeurs et des industriels a ajouté que nous avons besoin d’adopter une approche humaniste, en investissant davantage dans l’être humain. Le représentant de l’Organisation démocratique unie de la jeunesse a souligné que les contrôles élargis aux frontières causaient plus de pertes en vies humaines et propose de créer des voies légales pour les réfugiés et de veiller à leur répartition plus équitable entre les États membres. Un représentant du Conseil de la jeunesse de Chypre a déploré que chaque pays se concentre sur ses propres intérêts, et non sur les intérêts européens.

Le nationalisme a été présenté par la plupart des participants comme un phénomène étroitement lié à l’incapacité de l’Union européenne à se concentrer sur des thèmes spécifiques et à les traiter de manière efficace, au fait que les personnes ignorent les avantages qu’ils perdront en sortant de l’UE et à la volonté affichée de chaque État membre de privilégier ses propres intérêts.

# **La nécessité de mettre l’accent sur les citoyens européens**

Le secrétaire général de l’Organisation internationale des agriculteurs «Euro-agrotikos» a estimé que l’UE met trop l’accent sur les ressortissants de pays tiers, tels que les migrants qui résident dans l’UE, et pas assez sur les citoyens européens. Il souligne que les citoyens de l’Union se sentent exclus de la protection sociale. Il propose de se focaliser davantage sur la façon d’apporter des solutions créatives aux problèmes auxquels se heurtent les personnes en Europe, plutôt que d’investir dans les politiques extérieures.

# **Critique de la militarisation**

Le représentant de l’Organisation démocratique unie de la jeunesse a constaté que l’Union européenne s’efforce aujourd’hui d’améliorer la coopération en matière de défense et a critiqué les dépenses importantes dans le domaine du matériel militaire. Il ajoute que, même si la paix règne à l’intérieur de l’UE, l’Union est toujours engagée dans des conflits qui surviennent en dehors de ses frontières, et que cela doit cesser. Un autre représentant a ajouté que Chypre consacre beaucoup d’argent à la défense et que cela doit être pris en compte au niveau de l’UE.

# **La nécessité d’améliorer la participation des jeunes**

Un représentant de l’organisation de jeunesse étudiante «Protoporia» a rappelé que la plupart des jeunes avaient voté en faveur du maintien dans l’Union lors des référendums concernant l’Union européenne. Le représentant du Conseil de la jeunesse de Chypre a souligné que les États membres doivent passer d’une approche nationaliste, à une approche fondée sur l’unité, que l’Europe doit se concentrer sur un nombre moins important de sujets, rendre les procédures décisionnelles plus accessibles et trouver une solution pour les jeunes qui veulent faire des études ou trouver un emploi au Royaume-Uni.

1. **Les scénarios du livre blanc de pour l’avenir de l’Europe – le choix de la société civile**

En ce qui concerne les cinq scénarios exposés dans le livre blanc, des représentants de la société civile ont exprimé des points de vue divergents, certains d’entre eux concluant qu’aucun des scénarios ne tenait compte de leurs aspirations quant à l’avenir de l’Europe tandis que d’autres ne prenaient pas position du tout. Un représentant de l’Organisation des consommateurs a indiqué que même si le sujet les intéressait, ils préféraient ne pas exprimer leur point de vue pour le moment.

Néanmoins, la majorité des participants était en faveur du 4e scénario «faire moins mais de manière plus efficace», en expliquant que nous ne sommes pas encore prêts en Europe à opter pour le 5e scénario «faire beaucoup plus ensemble» et que, par conséquent, l’option du fédéralisme a dû être reportée.

Plus concrètement, le représentant de la Chambre de commerce et d’industrie chypriote a indiqué que le 1er scénario doit être rejeté car il fera perdurer les mêmes problèmes, tandis que le 3e consistant à donner la possibilité aux pays qui le souhaitent d’en faire plus pour avancer et constituer des coalitions serait équivoque et dangereux. Il indique qu’il préfère le 4e scénario. Toutefois, il comporte un risque: celui de ne pas être en mesure de choisir les thèmes à privilégier, étant donné que chaque pays semble avoir son propre agenda.

Le représentant de la Confédération des travailleurs de Chypre s’est également prononcé en faveur du 4e scénario, en précisant que nous devons garder un profil bas jusqu’à atteindre nos objectifs pour pouvoir ensuite élargir l’éventail de nos actions. Il s’est référé à cette période comme à un tournant dans l’histoire de l’humanité et a affirmé que nous devons prendre un vrai nouveau départ en Europe.

Le représentant de la Fédération des employeurs et des industriels a fait valoir qu’il vaut mieux se concentrer sur un petit nombre de sujets et bien faire les choses. Il a également rappelé que l’UE a apporté beaucoup à Chypre, mentionnant à titre d’exemples l’accès au marché intérieur et la liberté de circulation. Il pense que le démantèlement de l’Europe signifierait que tout le monde serait livré à soi-même et c’est un scénario terrifiant.

Un représentant de la Fédération des agriculteurs «Panagrotikos» a choisi les 4e et 5e scénarios, affirmant que nous devons transcender l’approche individualiste d’un État agissant de manière unilatérale et que chaque État membre devrait agir d’une manière qui soit profitable à tous.

Les représentants de l’Organisation démocratique unie de la jeunesse ont expliqué qu’ils avaient une approche à la fois critique et progressiste concernant l’UE. Ils ne sont pas en mesure de se prononcer en faveur d’un quelconque scénario de la liste. En revanche, ils sont en désaccord sur la question et ont souligné qu’il fallait, d’abord et avant tout, décider de quelle Europe nous parlons et quelle Europe nous voulons.

Enfin, le Conseil de la jeunesse de Chypre a opté pour le 4e scénario et préconise, si la situation le permet à l’avenir, de passer au 5e. Pour ces derniers, l’idée serait que tous les États membres travailleraient côte à côte mais cet idéal semble hors d’atteinte à l’heure actuelle.

1. **Conclusions de la conférence du CESE**

M. Pavlikkas (groupe II) a souligné que sans un socle social solide, il ne saurait y avoir d’avenir pour l’Europe et d’ajouter que la compétitivité est également importante. Il a indiqué l’existence en Europe de problèmes qui ont été largement débattus, comme le commerce avec les États-Unis, et que l’euroscepticisme gagne du terrain. Il a exprimé le souhait d’une Europe plus sociale et plus démocratique. De moins en moins de personnes votent aux élections nationales. Cela signifie que les citoyens ne font plus confiance aux institutions ni aux structures. Chypre fait partie de l’UE.

M. Epistithiou (groupe II) indique que, en principe, l’UE a atteint la plupart des objectifs qui ont été fixés au moment de sa création. En revanche, elle n’a pas fait face avec succès à la crise financière. Les pays, en particulier ceux du Sud de la Méditerranée, qui ont mis en œuvre des mesures d’austérité ne sont pas en situation de faire face à ces défis. Chaque organisation a ses propres problèmes et l’Europe aura besoin d’un certain temps pour se remettre. À propos des eurosceptiques, M. Epistithiou insiste sur le fait que de nombreuses personnes ignorent les avantages et les subventions que leur pays reçoit de l’UE. Pour ce faire, nous devons veiller à ce que les citoyens soient correctement informés et à encourager leur participation active. L’UE a accordé d’énormes fonds à plusieurs secteurs tels que l’agriculture. Dans le même temps, les améliorations technologiques et la numérisation ont rapidement apporté de nombreuses modifications qui sont souvent difficiles à suivre. La numérisation aura une incidence sur le marché du travail, entraînant à la fois des pertes d’emplois et la création de nouveaux postes de travail. Il invite les gens à coopérer et à proposer des solutions communes sur des questions essentielles, comme les réfugiés et la concurrence internationale. Il indique que l’UE doit être plus rigoureuse pour ce qui est des accords conclus avec d’autres pays, comme la Turquie et la Corée, ainsi que dans ses relations avec les États-Unis. Enfin, il a déclaré que les 4e et 5e scénarios semblent être la meilleure option.

M. Antoniou (groupe I) a fait part de certains éléments de son parcours personnel aux participants. Il a indiqué qu’il était âgé de dix ans seulement lors de l’invasion. Il lui était difficile de se rendre dans un autre pays européen et d’obtenir un visa. La Grèce a été le seul pays où il a réussi à entrer sans la moindre difficulté. «Notre pays d’origine c’est l’Europe, notre ville c’est la Grèce et notre voisinage, c’est Chypre», a-t-il souligné. La liberté de circulation est prise aujourd’hui pour acquise, mais tel n’a pas été le cas pour lui. Il a indiqué qu’un homme politique grec lui a un jour dit que ce n’est pas l’élite qui donne corps à l’UE mais les gens. Toutefois, nous laissons les affaires européennes devenir la préoccupation d’une petite élite. Il souligne la nécessité de trouver des façons de résister au populisme. Il a également opté pour les 4e et 5e scénarios et relevé que le langage technocratique semble avoir reculé en Europe. En ce qui concerne la nécessité d’une Europe plus sociale, il indique que les aspirations sociales contrebalancent les considérations économiques.

M. Mavrommatis (groupe I) a tout d’abord, indiqué que, sans vouloir enterrer les problèmes de l’UE, il reste attaché à l’idéal européen, qui demeure la meilleure solution pour les peuples d’Europe. Pour lui, le 4e scénario n’est pas l’option privilégiée parce qu’il attend de l’Union qu’elle en fasse davantage plutôt que moins, de sorte que le 3e scénario lui semble être la meilleure approche. Il explique que certains dysfonctionnements de l’UE sont souvent dus à un manque d’homogénéité entre les États membres. Comme nous devons attendre les décisions à l’unanimité, notre réaction intervient trop tard, a-t-il observé. Dans le même ordre d’idées, un trop grand nombre de compromis et d’intérêts nationaux cherchent à entrer en concurrence les uns avec les autres, a-t-il précisé. Au début de l’année, six pays de l’UE ont montré que nous pouvons faire des miracles. Par conséquent, si certains pays souhaitent faire davantage ensemble, pourquoi ne pas leur permettre de le faire? Ceux qui sont prêts à un plus grand transfert de souveraineté nationale et acceptent le fait que des autorités supranationales se prononcent sur votre futur devraient être autorisés à le faire. Il conclut que cette approche permet aux pays qui ont les mêmes ambitions d’aller de l’avant.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_